

Déclaration du Gouvernement

LES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS



Michel VAXÈS
Député des Bouches du Rhône

Débat sur la déclaration du Gouvernement suite au G 20 de Pittsburgh

mercredi 7 Octobre 2009 – 1^{ère} séance

Monsieur le Président, Monsieur le 1^{er} Ministre,

Les résultats des 3 G20 tenus depuis 1 an sont inversement proportionnels aux communiqués triomphants du Président de la République.

Celui de Pittsburgh n'échappe pas à la règle. Je ne citerai que 2 économistes parmi beaucoup d'autres pour confirmer cette appréciation, l'un deux dit : « les dirigeants du G 20 ont été intraitables et intarissables sur l'accessoire, inconsistants et muets sur l'essentiel, l'autre dit : « le G 20 a été l'énoncé de quelques principes mais rien de concret ».

Alors pourquoi autant de gesticulations pour un si piètre résultat ?

Tout simplement parce que la crise a mis à nu le mode de fonctionnement d'un système qui soumet tous les peuples à la servitude de la rentabilité financière et montre que depuis 1 an rien n'a changé pour les marchés financiers. Le problème est que désormais nos concitoyens le savent, le voient et sont à juste titre de plus en plus exaspérés d'avoir à payer à la place des responsables de la crise lesquels continuent à s'en mettre plein les poches.

Les licenciements, le chômage, la destruction des services publics, le stress au travail qui coûte 60 milliards d'euros au Pays d'après une récente étude, les hausses permanentes des taxes constituent l'addition présentée par un monde financier qui s'est gavé d'argent jusqu'à l'overdose et déshumanise le travail. Ce monde est un monde sauvage qui faisait dire déjà à Jaurès : « *l'Humanité n'existe pas encore, ou elle existe à peine* ».

Le Président de la République n'a pas de mots assez durs pour vilipender ce « mauvais » capitalisme prêchant pour le « bon » capitalisme. Nous pourrions être touchés par cette découverte subite s'il n'avait été le champion du tout déréglementé, du tout dérégulé, du tout marché, du tout liberté de circulation des capitaux, du tout concurrence « libre et non faussée » bref de tout ce qui a conduit là où nous en sommes.

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

22ter cours Landrивon – BP 199 – 13528 PORT DE BOUC CEDEX - Tél : 04 42 40 54 90 – Fax : 04 42 42 54 93

Adresses électroniques : mfunez@orange.fr – renehonde@orange.fr

Aujourd'hui, pris au piège de leur échec politique, économique et social, les gouvernements tentent, à l'instar du Président de la République d'être en paroles à la gauche de l'extrême gauche car **pour ne pas faire exploser le système il faut donner l'impression que l'on fait quelque chose.**

En réalité, ils appliquent à la lettre les recommandations des plus grands serviteurs du royaume du fric tel l'ultra milliardaire Soros déclarant « *oui il faut réguler un peu mais pas trop* » et chez nous la patronne des champions du CAC 40 déclarant : « *il ne faut surtout pas légiférer sur les rémunérations des patrons* » (Ceux du CAC 40 bien sûr).

Voilà il faut faire semblant d'agir pour faire passer la pilule.

La pilule, c'est payer pour que les grandes banques privées, reconstituent leurs marges, leurs profits et leurs bonus. C'est payer pour resservir des dividendes sans limite, véritables insultes au monde du travail.

D'ailleurs c'est bien parti, BNP Paribas vient d'annoncer plus de 3 milliards d'euros de bénéfices pour un seul semestre avec des actions payées jusqu'à 15 % d'intérêts, réservant 1 milliard d'euros pour les bonus de ses traders. Rassurez-vous ils n'auront plus que 500 Millions d'euros. Ce qui est un grand malheur !

La société générale a fait de même sans donner de chiffres. Ce n'est pas plus rassurant ! Le CAC 40 bat à nouveau tous les records de hausse ! « Les Echos » de ce matin titraient : « *Insolente santé de la Bourse* » !

Alors vous demandez à une majorité de Français de payer, payer pour les milliards d'euros accordés aux banques, payer pour les cadeaux fiscaux (+ 46 % en deux ans. La moitié des 73 milliards d'euros de ces cadeaux va directement aux plus riches), payer pour un plan de relance imposé par les responsables de la crise, payer par la casse de centaines de milliers d'emplois.

Autrement dit nous allons devoir payer par de l'argent public pour les responsables d'une gestion privée catastrophique.

Car faut-il le redire, ce ne sont pas les services publics qui sont la cause de la crise, ce n'est pas l'argent que consacre la France à l'Education nationale, à la Formation, à la Recherche, au Logement, à la Santé qui sont les causes de la situation dans laquelle nous nous retrouvons, NON !

C'est comme le disait Marx il y a 161 ans déjà « ***L'argent noyant tout et partout dans les eaux glacées du calcul égoïste*** ».

On ne peut pas non plus d'un côté dire que ce qui reste encore de notre système social hérité de la libération a servi d'amortisseur à la crise, ce qui est vrai, et de l'autre côté se préparer à faire sauter définitivement cet amortisseur en s'en prenant à la Sécurité Sociale, aux retraites, aux services publics comme la Poste ou ERDF.

L'addition que vous présentez aux Français -et ce n'est qu'un début- c'est la hausse du forfait hospitalier, de la redevance télévision mais aussi des prix de la SNCF et d'ERDF pour qu'ils versent entre autre des dividendes à l'Etat.

Vous créez une Taxe Carbone, usine à gaz, totalement injuste et inefficace, refusant de vous attaquer à la racine du mal en matière d'environnement.

Comble de l'abject vous voulez même imposer les indemnités des accidentés du travail pour récupérer quelques millions d'euros pour aider à combler les pertes abyssales d'un système financier que vous avez initié et porté à bout de bras.

Car, comme le rappelle Patrick Artus, dénonçant un capitalisme à la recherche d'un rendement à tous prix, accordant plus aux actionnaires au détriment des revenus du travail : *«Au-delà d'un simple procès de la finance, il y a lieu d'avoir à l'esprit que c'est un projet co-organisé à un niveau bien supérieur par les gouvernements et les banques centrales. Il faut en cela faire le procès de ce modèle économique ».*

Devant cette crise grave, profonde du Capitalisme le temps est venu d'un autre temps.

Vos tentatives pour soi-disant « moraliser » le capitalisme échoueront pour une raison simple :

Le Capitalisme est immoral par nature car l'homme est un moyen pour lui et non une fin.

Pour lui l'homme est une marchandise, que l'on vend, que l'on achète.

Dans ce système le travail de l'homme est d'abord un coût avant d'être une valeur.

Un cycle est aujourd'hui révolu.

Une autre organisation du monde devient nécessaire et possible.

Il n'existe qu'un chemin pour en sortir c'est s'attaquer à la racine du mal.

- ⇒ Interdire les paradis fiscaux partout dans le monde car aujourd'hui il est complètement faux de dire que le secret bancaire est levé et encore moins que le comportement spéculatif des banques est arrêté,
- ⇒ Créer la Taxe (taxe Tobin) sur les transactions financières.
- ⇒ Instituer un impôt mondial sur la fortune,
- ⇒ Monsieur le Premier ministre, si vous voulez tenir vos promesses sur les paradis fiscaux, demandez la suppression de l'article 56 du Traité de Lisbonne qui laisse la liberté totale de circulation aux Capitaux,
- ⇒ Etablir une monnaie commune mondiale,
- ⇒ Créer en urgence pour notre pays un pôle public bancaire permettant d'accorder des crédits à taux réduit notamment aux PME pour l'investissement dans l'emploi, la formation et la recherche en matière environnementale,
- ⇒ Relancer le pouvoir d'achat par les salaires est une autre façon non seulement de développer consommation et emplois mais aussi de détourner l'argent de la spéculation et de rééquilibrer rémunération du travail et rémunération du Capital, Je rappelle qu'en 1970 les entreprises distribuaient 25 % de leurs bénéfices en dividendes. Aujourd'hui (2008) elles en distribuent 65 % !
- ⇒ Supprimer le bouclier fiscal,
- ⇒ Avancer vers l'harmonisation fiscale et sociale déjà en Europe,
- ⇒ Par ailleurs l'investissement public doit être relancé par de grands programmes Français et Européens pour la Santé, l'Environnement (nouveaux moteurs, nouveaux bâtiments, autoroutes ferroviaires pour le fret), la recherche et la Formation,
- ⇒ Un programme d'investissement pour l'industrie,
- ⇒ Il faut interdire les licenciements boursiers,

⇒ Payer à 100 % le chômage partiel et interdire bonus et stock options, en premier lieu pour les banques et entreprises qui bénéficient d'argent public.

Pour cela il n'y a naturellement aucune raison de faire confiance à ceux qui font semblant de brûler aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier.

C'est de la gauche dont peut sortir un autre avenir, reste à ce que celle-ci avant de penser à n'avoir qu'un seul candidat en 2012 devrait plutôt réfléchir sur quoi s'unir car avant de savoir avec qui on veut aller sur le chemin il est mieux de commencer par choisir le chemin.

Ce chemin c'est celui d'une nouvelle organisation de la société dépassant le système capitaliste, ses inégalités de plus en plus insupportables et plaçant les valeurs humaines les plus élémentaires au dessus des valeurs du CAC 40.

Pour cela avec nos concitoyens nous sommes disponibles !